Kenya : pour une alternative qui mette fin aux inégalités sociales

mercredi 30 janvier 2008, par LCR (France) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2008).

Les violences qui se déroulent au Kenya depuis la réélection contestée du président Mwai Kibaki sont les conséquences d'une profonde crise politique. Loin des caricatures médiatiques de « guerre tribale interethnique », c'est bien plutôt d'une grave remise en cause de la souveraineté populaire par des élites kleptocrates accrochées au pouvoir dont il s'agit. Pour ces classes dirigeantes, tous les moyens sont bons, y compris l'instrumentalisation de l'ethnicité, pratiquée depuis la colonisation, et qui se traduit par des affrontements entre personnes d'ethnies différentes à qui l'on a fait croire que l'ennemi principal, la cause de leurs maux et de leur misère était leur voisin d'en bas ou d'à côté, plutôt que ceux d'en haut.

S'il est aujourd'hui impossible de savoir qui a réellement gagné les élections présidentielles de décembre 2007, il ne fait plus aucun doute qu'il y a eu des fraudes massives en faveur du candidat du pouvoir. La population kényane s'était pourtant fortement mobilisée pour faire entendre sa voix, démontrant ainsi son indéniable sens civique et démocratique. La colère des manifestants qui sont descendus dans la rue était plus que légitime. Tout comme l'exigence d'un nouveau scrutin, qui fasse vraiment entendre la volonté populaire. Plus qu'un superficiel raccommodage répondant avant tout aux intérêts des dirigeants nationaux et internationaux, c'est dans une alternative au néolibéralisme antidémocratique et autoritaire que se trouvent les réponses à la situation actuelle.

La LCR apporte toute sa solidarité et son soutien à la population et aux forces sociales et politiques kényanes qui se mobilisent et se battent pour qu'un autre Kenya soit possible, un Kenya où la population ne serait pas spoliée de toute répartition des richesses.